

## **Le traitement médiatique belge du conflit syrien : entre information et propagande de guerre**

**Auteur :** Wenkin, Laurent

**Promoteur(s) :** Geuens, Geoffrey

**Faculté :** Faculté de Philosophie et Lettres

**Diplôme :** Master en communication multilingue, à finalité spécialisée en communication économique et sociale

**Année académique :** 2018-2019

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/7639>

---

### *Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---

# Washington ourdit une riposte contre Damas



Le Soir\* - 10 avr. 2018  
Page 9

\* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles-Brabant

*Le président américain Donald Trump évoque « une décision majeure » rapide contre les forces de Bachar el-Assad. Moscou met en garde contre toute « initiative inconsidérée ». Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunit en urgence.*

New York

De notre correspondant

Les Etats-Unis s'apprêtaient lundi après-midi – heure locale – à exiger, de concert avec leurs alliés européens au Conseil de sécurité des Nations unies, plusieurs mesures fortes s'agissant de l'attaque chimique contre Douma en Syrie, le 7 avril. Faute de quoi, une « décision majeure », probablement une réaction militaire, était à prévoir « dans les prochaines 24 à 48 heures », selon le président Donald Trump. Au siège de l'ONU, une réunion en urgence du Conseil de sécurité visait à exiger un accès médical immédiat à la ville de Douma, l'ouverture d'une enquête indépendante et la création d'un mécanisme de vérification sur l'emploi des armes chimiques.

Lundi matin, Donald Trump avait tweeté sur le sujet, jugeant ce bombardement « atroce », « horrible », évoquant une question « d'humanité » et « d'actes que l'on ne peut laisser survenir ». Reprenant ses imprécations de la veille selon lesquelles il y aurait « un prix élevé à payer », il avertissait que « s'il s'agit d'un coup des Russes, de la Syrie, de l'Iran ou de tous à la fois, nous allons en avoir le cœur net ».

Plusieurs options possibles

D'après des sources internes à la Maison-Blanche, le chef de l'Etat serait décidé à ordonner des tirs de missiles, à l'instar des 59 Tomahawk tirés le 7 avril 2017 contre un aérodrome syrien après le bombardement chimique de la ville de Khan Cheïkoun (80 morts). Mais ses services de renseignement auraient réclamé un délai pour identifier précisément la substance épandue sur Douma et, si possible, les coupables de ce bombardement effectué à partir d'hélicoptères, étant entendu que, dans les faubourgs de Damas, ces derniers ne pouvaient être que syriens ou russes.

Lundi matin, le nouveau conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, était à peine introduit dans ses fonctions qu'il présidait une réunion aux côtés de Donald Trump, visant à apporter une réponse vigoureuse. Outre des frappes ciblées, ordre pourrait être donné d'interrompre le retrait annoncé des quelque 2.000 hommes des forces spéciales américaines déployés sur le territoire syrien depuis 2017. « Le président va maintenant devoir reconsidérer son plan en vue d'un retrait rapide », argue la sénatrice républicaine Susan Collins. « C'est un moment décisif », assure son collègue Lindsey Graham, pour qui « Trump doit montrer une détermination qu'Obama n'a jamais eue », et ne surtout pas flancher face à l'axe Damas-Moscou-Téhéran, en dépit de ses opinions contradictoires au sujet de la guerre en Syrie.

A l'ONU, Etats-Unis, France et Grande-Bretagne entendaient pousser une résolution en faveur d'un nouveau mécanisme de vérification, toutefois susceptible de déclencher un veto russe, au nom d'un biais supposé pro-occidental. La veille, la représentante américaine Nikki Haley aurait obtenu de ses homologues qu'ils acceptent de repousser la réunion en urgence à ce lundi après-midi, afin de permettre à John Bolton, lui-même ex-ambassadeur auprès de l'ONU, de prendre ses nouvelles fonctions auprès du président Trump.

Jeudi, la même Haley s'était insurgée contre le silence assourdissant de la communauté internationale : « Il est triste de constater qu'il y a seulement quelques années, une seule attaque chimique nous aurait unis dans le choc et la colère, avait-elle déclaré alors. Cela aurait suffi pour nous pousser à agir sans délai. Maintenant, nous avons un régime qui a recours aux armes chimiques pratiquement une semaine sur deux. Notre inaction a des conséquences. »

« Aucune excuse »

Evoquant les consultations entre ministres britannique, français et américain des Affaires étrangères, la représentante britannique Karen Pierce confirmait que « toutes les options étaient sur la table ». Avertissant son collègue russe Vassili Nebenzia contre la tentation de brandir un énième veto, elle appelait Moscou à « réaliser qu'ils n'ont aucune excuse pour s'opposer à cette résolution car, s'ils la bloquaient, la messe serait dite quant à ce qui leur reste de crédibilité sur la scène internationale ».

« Face à ce nouveau carnage, s'est insurgé le représentant de la France François Delattre, nous ne pouvons plus de nous contenter de répéter des mots. La France sera claire, elle tiendra ses engagements et sa parole. » Agressif en diable, le représentant russe Nebenzia a appelé les Occidentaux « à renoncer à la rhétorique guerrière » et réussi à se contredire en l'espace de quelques minutes, niant toute attaque chimique contre Douma « en l'absence de preuves », puis attribuant une telle attaque aux rebelles. Admonestant son homologue américaine, Nikki Haley, Nebenzia a carrément vu rouge : « Nous ne voulons pas être vos amis ! Nous ne voulons rien de vous ! »

MAURIN PICARD

MAURIN PICARD

Copyright © 2018 Rossel & Cie. Tous droits réservés